

l'acheminement de médicaments ou l'acheminement de vivres.

Q - 2 000 hommes suffiraient-ils dans le contexte actuel ?

R - On ne peut plus poser le problème en ces termes. Aujourd'hui ce sont des tonnes de vivres qu'il faut acheminer par Goma, par Bujumbura, et ça je le répète, le voudrait-elle seule, que la France ne pourrait pas le faire seule. Une fois encore, je lance cet appel à tous ceux qui ne peuvent pas rester indifférents à ce qui se passe, parce qu'on n'a jamais vu ça à ce point-là.

PARIS, 21 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à Europe 1

Ex-Yougoslavie - Bosnie - refus serbe du plan de Genève

Q - Quelle est votre réaction après l'échec des négociations sur la Bosnie ?

R - Il est peut-être prématuré de parler d'échec puisque c'est le 30 juillet que le groupe de contact, au niveau ministériel va se réunir pour tirer les conséquences de la situation actuelle. La réponse des Bosno-Serbes est inacceptable. Nous les avons prévenus, puisque nous sommes allés, mon collègue britannique et moi-même, à Pale et à Belgrade la semaine dernière. Nous attendions un oui sans condition, un oui à la carte proposée par la communauté internationale. Il y a certes d'autres sujets à discuter mais il faut d'abord dire oui à cette carte pour continuer à parler. Leur réponse est assimilable, en l'état actuel des choses à un non et ils doivent savoir que cela, nous ne l'accepterons pas, et que nous sommes décidés à mettre en œuvre les sanctions prévues dans l'hypothèse où ils persisteraient dans ce refus. Par ailleurs, les autorités de Sarajevo et le Parlement de la fédération croato-musulmane a accepté et je ne veux voir dans la déclaration du Président Izetbegovic qui retire cette acceptation qu'un mouvement d'humeur. Il faut, je le souhaite de tout cœur, que les Croato-musulmans continuent à tirer profit de la décision qu'ils ont courageusement prise.

Q - En cas d'échec confirmé, peut-on envisager à terme une levée de l'embargo sur les armes ?

R - Nous avons très précisément défini dans le plan de Genève les mesures que nous prendrions : d'abord, le durcissement des sanctions et leur application effective ; en second lieu, un strict respect de ce que l'on appelle les zones d'exclusion en Bosnie avec l'utilisation de la force pour les faire respecter. Enfin, au bout du chemin, si on ne peut pas faire autrement et malgré les conséquences graves que cette mesure pourrait comporter, la levée de l'embargo sur la fourniture des armes avec le retrait de la FORPRONU qui va de soi dans de telles circonstances. J'espère que l'on pourra éviter une telle extrémité.

Désastre humanitaire au Rwanda

Q - Le Rwanda : la situation est plus que dramatique, comment peut-on encore réagir, que pouvons-nous encore faire ?

R - Il y a plusieurs semaines que la France avertit la communauté internationale qu'un désastre humanitaire sans précédent est en train de se préparer au Rwanda, et on y est aujourd'hui : au Rwanda même mais également à la périphérie du Rwanda, au Zaïre où des millions de réfugiés se sont massés. Que faire ? D'abord mobiliser tous ceux qui peuvent aider en envoyant des vivres, des médicaments, des vaccins, des médecins, des équipes chirurgicales. La France fait plus que sa part, déjà depuis des semaines et des semaines ; les Nations unies commencent à se mobiliser ; l'Europe a dégagé des crédits il y a 48 heures, il faut que les autres grandes puissances suivent cet exemple. La deuxième réponse à ce drame sans précédent est de caractère politique, on ne pourra pas continuer à nourrir indéfiniment deux ou trois millions de réfugiés dans des camps, même si tout le monde s'y met. Il faut qu'ils puissent rentrer dans leurs villages et dans leurs maisons. Cela dépend en très grande partie du nouveau gouvernement de Kigali, ce sont ses ressortissants, ses nationaux, ses citoyens, il faut qu'il les rassure, qu'il les appelle à rentrer à la maison. Il faut certes châtier les responsables du génocide, mais trois millions de personnes ne sont quand même pas responsables du génocide. Celles-là, il faut, je le répète, leur donner des raisons de rentrer chez elles.

Relève de l'opération Turquoise - poursuite de l'assistance humanitaire française

Q - Le retrait des troupes françaises est-il toujours d'actualité ?

R - La France poursuivra ses objectifs dans le délai qu'elle s'est fixé, nous sommes en train d'en discuter à la fois avec le gouvernement de Kigali et avec les Nations unies. Les Nations unies nous indiquent que 2 000 hommes environ sous casques bleus seraient disponibles à la mi-août, ce qui permettrait d'assurer la relève. Il va de soi que, par exemple, à Bujumbura où nous sommes en train de créer une plate-forme humanitaire, la France continuera à acheminer l'aide comme elle a été, hélas, trop longtemps seule à le faire, depuis le début de ce drame.

PARIS, 21 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à M6

Situation humanitaire au Rwanda

Q - M. Juppé, aujourd'hui, on a appris que dans la zone de sécurité, protégée par la France et puis au Zaïre dans la zone de Goma, il y avait une épidémie qui avait débuté, une épidémie de choléra. Pensez-vous que c'est le rôle, la fonction des hommes de l'opération Turquoise de faire en sorte que l'épidémie ne s'étende